



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 2022
(Mission Relance)

Discours de Bruno Le Maire,

ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance

Assemblée nationale

Mardi 2 novembre 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Monsieur le Président,

Monsieur le Président de la commission des finances,

Monsieur le Rapporteur général, Monsieur le Ministre, cher Olivier Dussopt,

Mesdames et Messieurs les Députés.

Je suis heureux de vous présenter cette mission Relance dans un contexte économique très favorable pour la France et pour les Français. Il y un an, nous redoutions faillite et chômage. Nous avons au moment où je vous parle croissance et emploi.

Les derniers chiffres de croissance pour le troisième trimestre, ceux qui ont été annoncés par l'Insee à 3 %, confirment notre prévision de croissance à 6,25 % pour 2021 au moins.

Je vois très bien le débat qui est déjà en train de naître sur le fait que l'État pourrait engranger des recettes fiscales supplémentaires si la croissance était supérieure à ces 6,25 %. Je ne veux laisser aucune ambiguïté sur ce sujet. S'il devait y avoir des recettes fiscales supplémentaires, ces recettes fiscales supplémentaires iraient à la réduction du déficit public et à la réduction de la dette. Il n'y a pas de cagnotte quand il y a 8 % de déficits publics et une dette supérieure à 100 %.

Pourquoi enregistrons-nous aujourd'hui ces bons résultats économiques ?

D'abord, grâce à l'efficacité de la politique économique, que la majorité a voté. Cette fameuse politique de l'offre qui est tellement décriée, mais qui donne des résultats que d'autres gouvernements auraient bien aimé atteindre il y a quelques années ou quelques décennies.

Ces bons résultats sont le produit de la constance dans cette politique, de la lisibilité de notre politique.

Depuis 2017, nous avons tenu notre cap économique. Nous avons promis de réduire les impôts, nous avons réduit les impôts. Quand vous réduisez les impôts sur les ménages, les ménages consomment parce qu'ils se disent que demain, nous n'augmenterons pas les impôts. Quand vous réduisez les impôts sur les entreprises, principalement sur les PME, que vous réduisez les impôts de production, les entreprises embauchent parce qu'elles dégagent des marges de manœuvre supplémentaires pour investir et pour embaucher. La loi PACTE, la réforme du marché du travail, tout ce que vous avez adopté depuis 2017 donne des résultats.

La deuxième raison, c'est que nous avons protégé, je ne peux pas laisser dire que le Gouvernement et la majorité n'a pas protégé les plus défavorisés, les plus modestes pendant la crise.

Ce que nous avons mis en place avec l'activité partielle a protégé les plus modestes, a protégé les salariés qui risquaient de perdre leur emploi. Les prêts garantis par l'État ont massivement profité aux plus petites entreprises et aux PME. Quant au Fonds de solidarité, il était là pour protéger les indépendants, les commerçants et les artisans. Il a permis de garantir la protection de notre activité pendant la crise.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Enfin, la troisième raison, après la cohérence de notre politique et la protection que nous avons assurée pendant la crise économique, c'est l'efficacité de la relance.

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le rapport indépendant que nous a remis Benoît Coeuré sur l'évaluation de la relance. Si la relance est aussi efficace, une des plus efficaces dans la zone euro, c'est en raison d'abord de sa simplicité. Il n'y a pas de saupoudrage, au contraire, il y a trois grandes têtes de chapitre qui sont très claires.

Une première tête de chapitre pour le climat et 30 milliards d'euros Monsieur Coquerel pour le climat, cela n'est pas ridicule sauf à considérer que 30 milliards d'euros, cela n'est absolument rien dans les finances publiques. De la compétitivité et de la cohésion sociale notamment avec un soutien massif à l'emploi des plus jeunes. Nous avons réussi à réduire massivement le chômage des jeunes et à protéger les jeunes contre les conséquences de la crise grâce aux mesures de la relance.

La deuxième raison c'est la rapidité avec laquelle nous avons engagé cette relance 55 milliards d'euros qui ont été engagés sur les 100 milliards qui ont été votés.

Enfin, la souplesse, puisque nous vous proposons de redéployer, dans le cadre du projet de loi de finances rectificatives pour 2021, 8 milliards d'euros de politiques qui ont moins bien fonctionné vers des politiques qui ont très bien fonctionné comme MaPrimeRénov, les friches dont vous avez tous salué l'efficacité ou encore la numérisation industrielle.

Quels sont les effets sur l'économie ?

Le premier effet, le plus important, le plus essentiel à mes yeux, celui qui était l'objectif premier de cette relance économique, c'est que nous avons aujourd'hui le taux de chômage le plus bas depuis 2008. 7,6 % de chômage à l'heure où je vous parle soit un niveau de chômage inférieur à ce que nous avons avant la crise et un niveau d'activité à l'heure où je vous parle, qui est revenu au niveau d'activité d'avant crise alors que notre objectif était d'y arriver au mieux en décembre 2021 et plutôt au début de l'année 2022. C'est dire l'efficacité de la protection, l'efficacité de la relance et l'efficacité de notre politique économique.

Ce taux de chômage, pour moi, c'est l'acquis le plus important de notre politique économique. C'est le résultat politique le plus essentiel parce que le travail, c'est ce qui fait la cohésion de la société. Le travail, c'est ce qui fait la force de la Nation. Le travail, c'est ce qui fait l'encouragement de tous. Le travail, c'est ce qui donne à chacun un sens à l'existence qu'il peut conduire dans la nation française.

Nous pouvons désormais, pour la première fois depuis 1970, c'est-à-dire pour la première fois depuis un demi-siècle, la France peut envisager de sortir enfin du chômage de masse qui a créé de tels ravages sociaux et politiques dans notre pays, pour entrer dans l'ère du plein emploi. C'est la première fois depuis un demi-siècle que, raisonnablement, nous pouvons nous fixer cet objectif et nous dire que la France sortira du chômage de masse pour entrer dans l'ère du plein emploi.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Un emploi, je tiens à le dire, qui doit payer car c'est bien notre objectif à tous. La prime d'activité, les heures supplémentaires défiscalisées, la défiscalisation des pourboires que nous vous proposons, la suppression des cotisations patronales au niveau du SMIC, l'intéressement, la participation, l'actionnariat salarié, tout cela permet à un salarié au niveau du SMIC de toucher non pas 1 250 euros nets par mois, mais 1 490 euros net par mois. Les près de 1 500 euros que certains promettent pendant la campagne présidentielle, nous, nous les avons réalisés.

Je souhaite désormais que les entreprises poursuivent leurs négociations dans les branches en tension pour mieux rémunérer les salariés, notamment les plus modestes. L'État a fait sa part. Il est juste et nécessaire que dans les branches qui sont les plus en tension et qui peinent à recruter, les entreprises fassent également leur part du chemin.

Enfin, je voudrais pour terminer que chacun mesure bien les défis qui sont devant nous. Oui, nous avons une politique économique qui a donné des résultats. Oui, la protection a été efficace. Oui, la relance nous a permis d'avoir les résultats dont je viens de vous parler. Mais mesurons les défis de la sortie de crise. Ils sont considérables aussi.

Le premier défi, vous le savez tous et vous en parlez tous légitimement, c'est l'inflation. Nous suivons le niveau de l'inflation avec une grande vigilance. L'inflation est selon nous transitoire, et liée à la reprise économique.

Tout cela explique l'augmentation conjoncturelle des prix que nous suivons avec la plus grande attention. Notre responsabilité, c'est de protéger les Français face à des hausses qui seraient insupportables, et je pense en particulier à la hausse des prix de l'énergie. C'est ce qui justifie les mesures qui ont été prises par le Premier ministre et le président de la République, notamment pour protéger les Français contre la hausse des prix de l'énergie. Le chèque énergie qui vous est proposé dans le PLFR 2021. Le bouclier tarifaire qui va notamment protéger contre l'explosion des prix de l'électricité qui vous est proposé dans le PLF 2022 et l'indemnité inflation qui vous est proposée dans le PLFR 2021.

Le deuxième grand défi en sortie de crise après l'inflation, c'est la relocalisation des chaînes de production. C'est la relocalisation des chaînes de valeur dans laquelle toutes les grandes puissances sont engagées et dans laquelle la France et l'Union européenne doivent donner l'exemple.

C'est l'objectif du plan d'investissement France 2030 qui a été annoncé par le président de la République, qui doit nous permettre sur l'hydrogène, sur les semi-conducteurs, sur les batteries électriques, sur les bio-technologies, sur toutes les technologies dont dépend l'indépendance politique de la France et la souveraineté politique de la France qui va nous permettre de garantir cette indépendance et cette souveraineté.

Troisième enjeu de la sortie de crise après l'inflation et la relocalisation des chaînes de valeur, la lutte contre les inégalités. Prenons garde au risque de grandes divergences entre les pays développés et les pays en développement.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Tous ceux qui s'inquiètent de l'immigration illégale, tous ceux qui s'inquiètent des flux migratoires devraient avoir à cœur de participer au développement des pays qui n'ont pas eu les mêmes ressources financières pour soutenir leurs populations pendant la crise.

Nous nous sommes engagés avec le président de la République à ce que 100 milliards d'euros soient apportés aux pays en développement. C'est essentiel. Nous avons mis 25 % de nos richesses pour protéger et relancer nos économies, les pays en développement, 2,5 %. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas les laisser tomber.

Enfin, dernier enjeu, c'est évidemment la réduction de la dette. Nous y sommes engagés. Nous le ferons par la croissance, par des réformes de structure, par de nouvelles mesures de gouvernance qui ont été proposées par Eric Woerth et par Laurent Saint-Martin.

Nous n'oublions pas la nécessité de réduire la dette. Nous le faisons au rythme qui nous permettra de continuer à soutenir la croissance.

Merci à tous.